

1^{er} juin

Feuilleton des Pétitions, n° 21

1^{er} Juin 1832.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS.

Commission des Pétitions.

FEUILLETON, N° 21.

Vendredi 1^{er} Juin 1832, la commission des pétitions fera son rapport sur les pétitions suivantes :

M. LAZSVAZ, 1^{er} rapporteur.

N° 576. Par pétition en date du 3 mars 1832,

Le sieur Louis Deswatines, ex-garde-forestier, à Thourout, demande le paiement de l'arriéré de sa pension. — Conclut. — Ordre du jour.

N° 577. Par pétition en date du 26 mars 1832,

Le sieur J. F. Broghia, ex-capitaine au 2^{me} bataillon des tirailleurs francs, à Anvers, demande le paiement d'une créance de fr. 3506 73 c. pour diverses fournitures faites pour compte de sa compagnie, dont il donne l'état. — Conclut. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

N° 596. Par pétition en date du 4 avril 1832,

Les administrateurs des hospices civils de Namur demandent que les sommes arriérées, dues par les

(2)

hospices des enfans trouvés fassent l'objet d'une allocation au budget. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 597. Par pétition en date du 7 avril 1832,

La régence de la ville d'Alost demande que la province de la Flandre Orientale soit divisée en 4 arrondissemens judiciaires dont les chefs-lieux seraient Gand, Audenaerde, Alost et S^t-Nicolas. — Conclue. — Renvoi au ministre de la justice et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 598. Par pétition en date du 29 mars 1832,

Dix habitans de la commune de Hargimont demandent que leur église soit rétablie comme succursale.

N° 599. Par pétition en date du 5 avril 1832,

Les visiteurs et le visiteur en chef de la douane, à Anvers, réclament contre la décision de l'administration qui leur défend de continuer à percevoir les *léges* ou frais d'expédition. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre des finances et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 600. Par pétition en date du 6 avril 1832,

Les membres du conseil de fabrique et du conseil communal de Tourneppe demandent que la chambre leur accorde une indemnité pour les frais de construction d'un nouveau mur de clôture de leur cimetière à travers lequel une nouvelle route a passé. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 601. Par pétition en date du 9 avril 1832,

Le sieur F. P. Habets, lieutenant pensionné, à Namur, demande que la Chambre lui fasse obtenir le

paiement de sa pension , qui lui a été refusé par arrêté de M. le ministre des finances dont il ne rapporte pas la date ni les motifs. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 602. Par pétition en date du 4 avril 1832,

Le sieur A. Paulus, ex-professeur au collège de Ghel, ayant été démissionné, demande une indemnité pour subsister. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 603. Par pétition en date du 10 avril 1832,

Le sieur Scheys, cabaretier à Bruxelles, demande, étant menacé d'une exécution pour une somme de 40 fl. à laquelle il a été imposé dans l'emprunt de 12 millions, que la Chambre veuille ordonner la cessation des poursuites jusqu'à ce qu'il ait reçu l'indemnité lui due pour les pertes qu'il a faites en septembre 1830 par l'invasion des Hollandais. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 604. Par pétition non datée,

Un grand nombre d'habitans de la commune de Westrem, demandent que leur commune soit séparée de celle de Massemen. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

N° 605. Par pétition en date du 8 avril 1832,

Le conseil de régence de la ville de Thielt, de laquelle il est réclamé une somme arriérée pour droit de mouture de l'année 1829, demande une loi de décharge dudit paiement. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre des finances et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 606. Par pétition en date du 10 avril 1832,

Trois notaires du canton de Rochefort, demandent

à pouvoir instrumenter dans toute la province. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 607. Par pétition en date du 10 avril 1832,

Le sieur Hebbelinck, à Gand, demande itérativement que la Chambre statue favorablement sur sa dernière demande. — Concl. — Ordre du jour.

N° 608. Par pétitions non datées,

Les notables négocians en toiles, et propriétaires de la ville d'Audenaerde ainsi que 34 communes de la Flandre orientale, demandent que le lin soit prohibé à la sortie ou que les droits en soient augmentés. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 609. Par pétition en date du 11 avril 1832,

Le sieur J. G. Van Cutsem, cabaretier à Bruxelles, demande une indemnité pour les pertes qu'il a essuyées, en septembre 1830, par l'invasion des Hollandais. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 610. Par pétition en date du 13 avril 1832,

Le sieur L. Ranwez, ex-professeur à Huy, demande, en attendant le nouveau projet sur l'instruction, qu'il lui soit accordé un subside ou traitement d'attente. — Concl. — Ordre du jour.

N° 611. Par pétition en date du 13 avril 1832,

Le sieur A. J. Gervais, à Bruxelles, réclame contre une vente de sapins, lui appartenant, faite par le receveur de la commune de Tesselt, pour retard de paiement de la somme de 40 fl. 93, du chef de contributions. En conséquence, il demande que la Cham-

bre veuille bien se prononcer sur les moyens de terminer promptement cette affaire et sur la manière de fixer le dommage souffert.

M. POSCART, 2^e rapporteur.

N° 612. Par pétition en date du 28 octobre 1832,

Le conseil communal et les habitans de Falisolle, demandent que le propriétaire du sol d'un terrain renfermant de la terre houille, puisse aussi exploiter le fond.—Conclus.—Renvoi à la commission chargée de la révision de la loi de 1810.

N° 613. Par pétition en date du 20 mars 1832,

Trente-quatre tisserands des communes des Gysenède et de Gontrode (Flandre orientale), demandent une augmentation des droits sur la sortie des lins.—Conclus.—Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 614. Par pétition en date du 14 avril 1832,

Le sieur Ch. Louis Taminiau, instituteur, demande une loi sur l'instruction.—Conclus.—Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 615. Par pétition non datée,

Les administrations communales et un grand nombre d'habitans de 34 communes de la Flandre orientale, demandent la prohibition ou une augmentation considérable sur les lins à leur sortie.—Conclus.—Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 616. Par pétition en date du 15 avril 1832,

Le sieur Incolle à Bruxelles, adresse une adjonction à son dernier mémoire relatif aux ponts à bascule et en

(6)

demande un prompt rapport. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 617. Par pétition en date du 6 avril 1832,

Dix fermiers de la commune de Reckem, adressent des observations sur la taxe des droits d'entrée sur les tourteaux de graines grasses et sur les tabacs étrangers. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre des finances et à la commission d'industrie.

N° 618. Par pétition en date du 14 avril 1832,

Le sieur J. Van Cricingen, fermier au moulin de Citerne, à Anvers, au commerce duquel des entraves sont portées par l'établissement d'une barricade de batterie, demande de ce chef une indemnité. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

619. Par pétition en date du 14 avril 1832,

Le sieur Dejonge, à Bruxelles, ex-lieutenant au 12^e régiment de ligne, demande sa réintégration dans son grade. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

N° 620. Par pétition en date du 17 avril 1832,

Le sieur Vernier, ex-capitaine, au 1^{er} régiment de cuirassiers, demande sa réintégration dans son grade ou une avance sur sa pension des Indes. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

N° 621. Par pétition en date du 14 avril 1832,

Le sieur Pelzer, à Weert, se plaint de la non-exécution des différens arrêtés relatifs à l'échange des bons des emprunts. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre des finances.

N° 622. Par pétition en date du 15 avril 1832,

Dix habitans de Jumet demandent que la fonction de bourgmestre soit déclarée incompatible avec la profession de brasseur. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 623. Par pétition en date du 28 février 1832,

L'administration communale et les habitans de Meslin-l'Évêque, demandent l'établissement d'un tribunal civil à Ath. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de la justice et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 624. Par pétition en date du 27 mars 1832,

Le conseil de régence de la ville de Chatelet, demande pour cette ville le siège de la justice-de-peace de la rive droite de la Sambre. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de la justice.

N° 625. Par pétition en date du 10 avril 1832,

La société L. Wilmar et comp., à Châtelaineau, réclame contre le projet présenté par la commission des mines. — Conclue. — Renvoi à la commission chargée de la révision de la loi de 1810.

N° 626. Par pétition non datée,

Plusieurs médecins et chirurgiens de diverses communes du Borinage réclament contre la disposition qui assimile leurs chevaux et voitures à ceux de luxe. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre des finances.

N° 627. Par pétition non datée,

L'administration communale et les notables négocians en toiles de Renaix demandent la prohibition ou une augmentation des droits sur les lins à la sortie. — Conclue. — Dépôt au bureau des renseignemens.